

France: les travailleurs ont besoin d'une perspective socialiste pour combattre la crise économique

Déclaration du Comité de rédaction du *World Socialist Web Site*, le 29 janvier 2009

La question centrale à laquelle sont confrontés les travailleurs en cette grève et journée d'action du 29 janvier, à l'appel des syndicats, est la question d'une perspective politique. Sur quelle base les travailleurs peuvent-ils défendre leurs emplois et leur niveau de vie face à la crise économique ?

Le renflouement des banques, à hauteur de 360 milliards d'euros, organisé en octobre dernier par le président Nicolas Sarkozy, participant d'une série de renflouements qui ont injecté des milliers de milliards d'euros dans les banques du monde entier, représente l'échec colossal du capitalisme. Avec pour objectif de stabiliser un système financier mondial qui a volé en éclats, tout en laissant intactes les richesses de l'élite dirigeante, amassées pendant des décennies d'imprudence financière et d'attaques sociales sur la classe ouvrière, ces renflouements n'ont pas réussi à empêcher un effondrement des prêts bancaires et de l'activité industrielle.

On ne peut défendre les intérêts des travailleurs que par la mobilisation politique et sociale de l'ensemble de la classe ouvrière avec pour objectif de convertir les banques et autres industries majeures en des services publics, démocratiquement gérés et placés sous le contrôle des travailleurs, en France et dans le monde entier. La défense de la propriété privée ne fait que donner un chèque en blanc pour que des milliers de milliards d'euros s'amassent dans les comptes en banque des super riches. La tâche à laquelle est confrontée la classe ouvrière est de maintenir et d'étendre l'activité économique et d'empêcher la paupérisation de la population, c'est-à-dire des travailleurs, des retraités et des petits entrepreneurs.

Ce que cette lutte requiert fondamentalement, c'est une rupture politique avec la bureaucratie syndicale et l'*establishment* politique français qui mettent en avant des réponses nationalistes et non viables à la crise et c'est la construction d'une nouvelle direction politique dans la classe ouvrière qui se fonde sur un programme socialiste révolutionnaire, afin de placer l'économie sous le contrôle démocratique de la classe ouvrière.

Les renflouements des banques par l'Etat ont mis au grand jour l'arrogance de classe de Sarkozy qui insiste pour dire que les hôpitaux, les retraites et autres programmes sociaux doivent être réduits afin de faire des économies. Sar-

kozy est loin d'être le seul à faire de telles déclarations. Le président Jacques Chirac et le premier ministre socialiste Lionel Jospin avaient tous deux avancé de tels arguments avant lui pour justifier leur propre politique d'austérité et de privatisation.

Lorsque les riches et les banques ont besoin d'argent, le gouvernement en trouve rapidement. Ce ne sont que les besoins fondamentaux de la classe ouvrière que l'on estime trop chers.

Le renflouement n'apportera de solution ni au problème du crédit ni à celui de l'industrie. Selon des données de la Banque centrale, le crédit accordé aux entreprises par les banques décline chaque mois depuis septembre et le crédit au consommateur est tombé de 7 pour cent en novembre. Les dernières données mensuelles montrent que la production industrielle en France est descendue à un taux annuel de 9 pour cent et *Le Monde* rapporte que les petites entreprises industrielles font état d'une chute de 25 pour cent. En novembre, il y a eu une perte record de 64 000 emplois.

Il faut le dire carrément: En appelant à faire grève aujourd'hui, le but des syndicats n'est pas de devenir le fer de lance de la résistance de la classe ouvrière face à l'impact de la crise du capitalisme, mais plutôt de contenir et de dissiper cette résistance. Comme *Le Monde* l'écrivait récemment, « A l'Elysée comme au Parti socialiste, dans les syndicats comme dans les milieux patronaux, tout le monde redoute une explosion du chaudron social. » Tous ces modèles de l'*establishment* français craignent l'éruption d'un mouvement social qu'ils ne contrôlent pas.

C'est pour cela que les syndicats ont attendu jusque décembre avant d'appeler à la grève d'aujourd'hui. Ils se sont bien gardés de lancer immédiatement un appel à la grève en septembre lorsqu'il est apparu clairement que la crise financière aurait des conséquences économiques massives, après l'effondrement du crédit et des marchés d'actions suite à la faillite de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers. Les syndicats sont restés tout particulièrement silencieux au moment de l'éruption des émeutes de masse en Grèce suite à la mort par balles d'un jeune homme de 15 ans Alexandros Grigoropoulos, de peur que de telles protestations de masse ne se propagent dans toute l'Europe.

Le report de la grève jusqu'à la fin du mois de janvier

avait aussi été calculé par les syndicats pour isoler le mouvement des lycéens contre la réforme de l'enseignement du gouvernement Sarkozy.

La peur d'un mouvement de la classe ouvrière, indépendant, est en train de s'amplifier dans les cercles de l'*establishment* français. Le quotidien conservateur *Le Figaro* écrit, « La peur d'une insurrection populaire nourrie par la crise commence à s'insinuer dans les esprits des dirigeants européens. » Faisant référence aux manifestations de masse et aux émeutes dans les pays baltiques, l'Islande et la Bulgarie, le journal ajoute : « Mais aucune solution n'étant vraiment discernable, ce mouvement contestataire ne risque-t-il pas de gagner, à mesure que la crise s'approfondit, l'Europe toute entière? »

Si l'on regarde le texte de la Déclaration commune des syndicats, datée du 5 janvier, appelant à une grève pour peser sur la « politique publique, » on s'aperçoit qu'elle est criblée de contradictions. Elle appelle à la défense des emplois, tout en demandant aux entreprises confrontées à des ralentissements de la production de négocier le chômage partiel ou des fermetures provisoires « dans l'objectif de préserver l'emploi et les salaires. » Elle lance un appel à une réglementation gouvernementale pour « mettre un terme à la spéculation, aux paradis fiscaux, à l'opacité du système financier international et encadrer les mouvements de capitaux. » On ne voit pas trop comment Sarkozy, même s'il voulait le faire, pourrait réglementer ses amis qui comptent parmi les milliardaires de France, tels Bolloré et Lagardère, sans parler des financiers de New York, Londres, Tokyo ou Hong-Kong.

La perspective nationaliste de la Déclaration commune est réactionnaire et non viable à la fois. L'Etat français ne peut pas à lui seul protéger l'économie française d'une crise mondiale, pas plus que Sarkozy n'a pu contenir l'intensification de l'inflation causée l'an dernier par l'augmentation massive du prix des matières premières sur les marchés mondiaux. Si initialement la crise s'est davantage concentrée sur certains pays, durant l'effondrement des prêts hypothécaires à risques américains et l'effondrement du crédit et des bulles du logement, principalement aux Etats-Unis et dans certains pays européens comme le Royaume Uni et l'Espagne, la crise est à présent un phénomène mondial. Un gel mondial du crédit et un effondrement des actifs et du commerce mondial frappent tous les pays.

L'incohérence du programme des syndicats n'est pas un hasard. La bureaucratie syndicale n'ose pas expliquer ce que les syndicats sont en train de faire parce qu'ils sont les adjoints d'une élite dirigeante française cherchant à imposer des mesures d'austérité à une classe ouvrière hostile. Mais cela devient de plus en plus difficile à dissimuler. Le 25 janvier, le secrétaire général de Sarkozy, Claude Guéant, a accordé un entretien au *Parisien* dans lequel il a dit qu'il n'était « pas inquiet, mais attentif » à la grève du 29 janvier. Quand on lui a demandé si Sarkozy voulait des syndicats forts, Guéant a répondu, « Oui, car leur rôle est extrêmement important. Des initiatives seront prises pour que les syndicats soient plus représentatifs, plus forts et encore davantage des partenaires. »

Ceci vient juste après la réunion du 13 janvier à l'Elysée entre Sarkozy et les dirigeants des cinq principales confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC.) D'après le communiqué de presse de l'Elysée, Sarkozy a proposé « un schéma pour informer et consulter les organisations syndicales sur la prévention et le traitement des restructurations » et de collaborer à une « gestion prévisionnelle de l'emploi. » Dans ce contexte d'effondrement économique, cela ne peut que vouloir dire collaborer avec l'Etat pour imposer des suppressions d'emplois et des baisses de salaires.

Avec cette stratégie, les syndicats réitèrent la collaboration qu'ils entretenaient avec le gouvernement lors des grèves du printemps et de l'été 2008. Les syndicats avaient alors négocié une Position commune avec le patronat et un accord de base avec Sarkozy pour un programme d'attaques sur les retraites et un affaiblissement du code du travail, dont la loi sur la semaine de 35 heures, puis avaient cyniquement appelé à une série de grèves bien espacées pour faire retomber la pression et démoraliser les travailleurs. En conséquence, toutes les attaques gouvernementales sur les acquis sociaux avaient été votées. Ecoeurés, les travailleurs avaient réagi par une abstention record de 74,35 pour cent aux élections prud'homales de décembre 2008.

Si les syndicats osent simuler une opposition renouvelée à Sarkozy en appelant à des manifestations de masse, c'est parce qu'ils savent qu'aucune force politique de l'*establishment* français ne s'opposera à leur manière d'organiser la grève, ni ne montera de campagne politique fondée sur une perspective de prise de contrôle de l'économie par la classe ouvrière et la mise en place d'un gouvernement ouvrier. Ils ont tout à fait raison de calculer que la loyauté des dirigeants des soi-disant partis de « gauche » en France va à la classe dirigeante.

Tous les partis de la gauche officielle, Parti socialiste, Parti communiste et Verts, soutiennent les syndicats et mettent en avant l'idée qu'une pression de masse de la base peut changer la politique économique de l'élite dirigeante française. Quant aux partis de l'« extrême-gauche », leurs critiques occasionnelles de la bureaucratie syndicale ne diminuent en rien leur détermination à canaliser les luttes de la classe ouvrière derrière la bureaucratie syndicale et à bloquer l'émergence d'un mouvement politique de la classe ouvrière qui soit indépendant. Tous ces partis, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et son Nouveau parti anticapitaliste, Lutte ouvrière et le Parti ouvrier indépendant (POI) précédemment Parti des travailleurs, s'opposent à la construction d'un mouvement politique visant à faire tomber le gouvernement.

Les travailleurs français ont besoin de toute urgence d'un parti qui lutte pour unifier la classe ouvrière à travers l'Europe et internationalement sur la base d'un programme socialiste. Le Comité international de la Quatrième Internationale et le *World Socialist Web Site* appellent les travailleurs et les jeunes qui cherchent une alternative socialiste au chômage de masse et à la pauvreté, à lire le WSWS, à contacter le CIQI et à lutter pour construire une section du CIQI en France.